

# Le gaz en Amérique du Sud : Fossoyeur ou promoteur de l'intégration régionale ? (2005)

*In : Chapitre de l'ouvrage L'Amérique Latine, sous la direction de Lucine Medina et Sébastien Hardy, p. 227-245*

En Amérique Latine, le gaz est au cœur de l'actualité. Il y possède plusieurs visages. Vital pour le développement des économies nationales, il est aussi présenté comme l'instrument incontournable de l'intégration continentale. En juin 2005, lors du XXVIII<sup>e</sup> congrès du MERCOSUR, les présidents réunis affirmaient que le gaz aurait la même fonction que le charbon et l'acier dans la fondation de la communauté européenne<sup>1</sup>. Cette vision optimiste doit être nuancée. Car le gaz n'est pas seulement la clef de l'avenir du continent, il en est aussi le tourment. En Bolivie, sur les marges du Cône sud, le gaz a montré sa force déstabilisatrice. La question de son exploitation a donné lieu à de grandes révoltes populaires, à la démission forcée de deux présidents et surtout au refus de toute forme d'intégration régionale. « Dans le plus pauvre pays d'Amérique du sud », le double effet du gaz sur les dynamiques d'intégration continentale se laisse facilement saisir.

En Bolivie les réactions suscitées par les projets d'intégration énergétique sont riches d'enseignements. Perçus comme menaçants, ils donnent lieu à des bouffées nationalistes souvent dirigées contre le pays voisin. Mais ils sont aussi vus avec bienveillance car ils promettent aux pays intégrés un avenir meilleur. Parce que l'union fait la force, les membres rassemblés du *bolivarisme* espèrent échapper à leur destin et être autre chose, à l'avenir, que la réserve de gaz de l'Amérique du Nord. Dans ce second scénario, la Bolivie, à la tête de la deuxième réserve de gaz du continent, a un rôle essentiel à jouer. Les acheteurs potentiels du gaz bolivien sont nombreux. Seule la question des voies d'exportation restait en suspens lorsque des angoisses anciennes ont ressurgi. Après l'argent, après l'étain, l'exploitation du gaz n'allait-elle pas donner lieu à un nouveau pillage du pays ? La crispation populaire se dénoue tragiquement lors des deux guerres du gaz (en 2003 et en 2005). Le gaz devait assurer l'intégration pleine et entière du pays. Devant la violence de la crise bolivienne, les pays voisins sont tentés d'écarter la Bolivie des grands projets continentaux. Le gaz permettra-t-il à la Bolivie de modifier son inscription continentale ? Pourra-t-il transformer le pays enclavé en « pays de contacts », pour reprendre la terminologie de la Chancellerie ? En réalité, le cas d'école bolivien soulève une grave question. Les projets d'intégrations régionales sauront-ils susciter l'adhésion d'une opinion publique sud-américaine méfiante ? La promesse d'un développement économique (assuré par une mutualisation des efforts d'infrastructures comme par l'ouverture des marchés) parviendra-t-elle à vaincre les égoïsmes nationaux qui se sont révélés, à propos du gaz, particulièrement virulents ? L'impérieux besoin énergétique des grands colosses sud-américains (Brésil et Argentine en tête) ne menacent-ils pas de déposséder les petits producteurs, qui n'auraient grand-chose à gagner dans cette intégration régionale ? Pour répondre à ces interrogations nous présenterons brièvement l'état du marché gazier en Amérique. Cela donnera la mesure du bouleversement introduit par la découverte de

---

<sup>1</sup> Cf : *Gazeta Mercantil, Gás Natural pode acelerar a integração do Cone Sul* édition du 22/06/2005

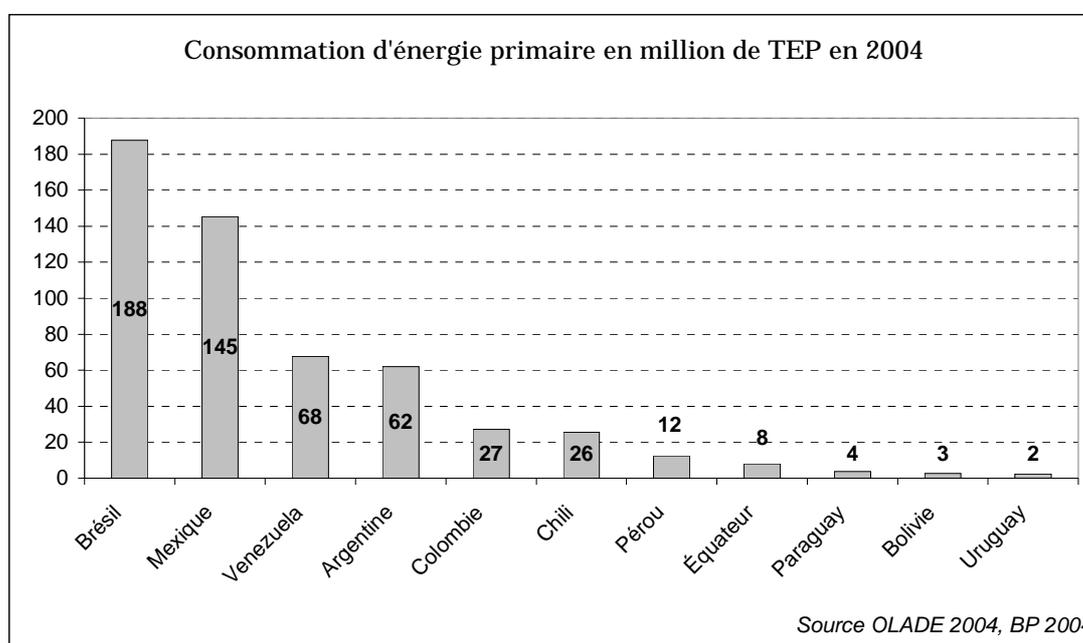
l'Eldorado énergétique bolivien et les perspectives qu'il offre en matière d'intégration régionale.

## DU NORD AU SUD DE L'AMÉRIQUE : LE GAZ NOUVEL ENJEU CONTINENTAL

### La demande de gaz augmente

Entre 1984 et 2004, les réserves de gaz ont doublé au niveau mondial<sup>2</sup>. Stimulées par la demande, les découvertes de gisements se sont multipliées. C'est le cas en Amérique. L'Amérique du Nord est un grand consommateur d'énergie.<sup>3</sup> Ses réserves s'épuisent rapidement (il ne lui reste moins de dix ans de production au rythme actuel). Elle ne devrait donc pas tarder à devenir un important acheteur de gaz à l'échelle mondiale. Il n'est pas sûr que ce soit sur son flanc sud qu'elle trouve le plus d'offre. Car les pays latino-américains sont devenus aussi des consommateurs importants de gaz (figure n°1) et pèsent sur la forte demande gazière du continent.

**Figure n°1 : Amérique Latine : les plus grands consommateurs d'énergie**



En tête de liste, le Brésil et le Mexique ont consommé respectivement 190 et 145 millions de tonnes équivalent pétrole en 2004. Dans le 2<sup>e</sup> groupe, l'Argentine et le Venezuela doivent leur importante consommation énergétique à l'existence de grands gisements. Le gaz occupe dans la matrice énergétique de ces deux pays une place notable et ancienne : 49,2 % de l'offre totale d'énergie primaire en Argentine et 34,6 % au Venezuela (figure n°2). La situation est fort différente au Brésil. Le gaz ne représente pour l'instant que 5,2 % de la matrice énergétique. Les gouvernements militaires avaient fait le pari de l'hydro-électricité, qui pouvait seul garantir l'indépendance énergétique du pays<sup>4</sup>. De grands barrages ont été construits : 15 % de l'énergie consommée dans ce pays provient de l'hydroélectricité<sup>5</sup>. Mais les choses changent. « Notre marché du gaz est en train de passer de l'enfance à l'adolescence », affirmait la ministre brésilienne de l'énergie à propos de l'importance sans

<sup>2</sup> Les données concernant le gaz varient énormément d'une source à l'autre. Aussi, par souci d'homogénéité, nous avons utilisé une seule source principale d'information : le *BP Statistical Review of World Energy 2004*. Produit par une grande compagnie pétrolière, sa précision est reconnue par de nombreux experts. Voir GROUP MEDIA & PUBLISHING, 2004

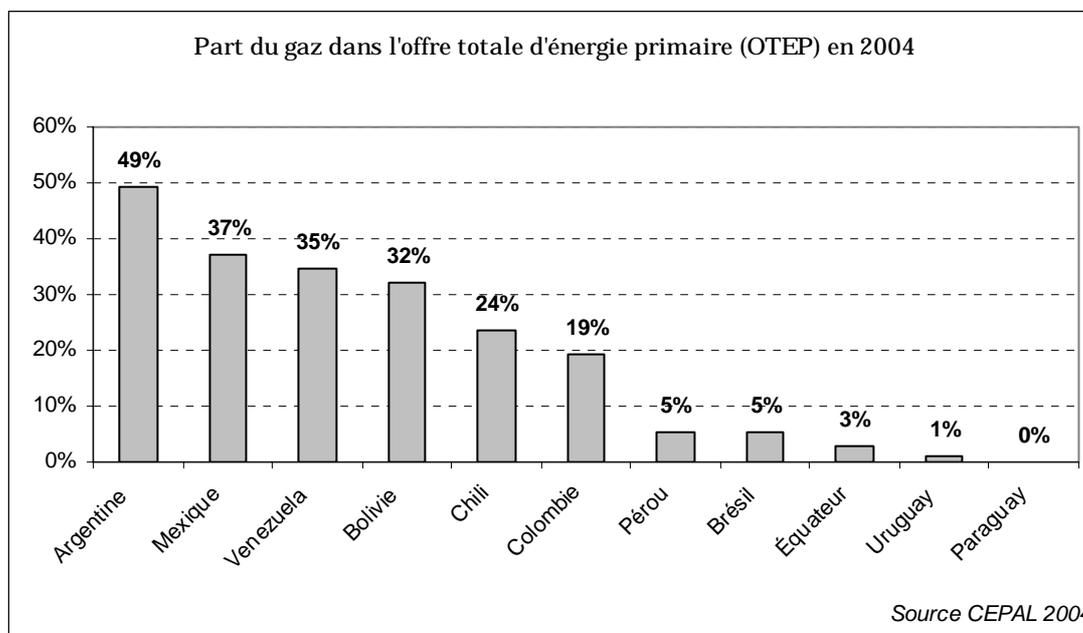
<sup>3</sup> En 2004, l'Amérique du Nord (Canada, Mexique, États-Unis) a consommé 27% de l'énergie primaire pour 6,7% de la population mondiale.

<sup>4</sup> Source : CEPAL, 2003

<sup>5</sup> Source : CEPAL, 2003. 37 % de l'énergie consommée au Brésil est de nature renouvelable (bois et ses dérivés, sucre de canne).

cesse accru du gaz<sup>6</sup>. Ce passage se traduit par une croissance exponentielle de la consommation de gaz au Brésil. Entre 1994 et 2004, la consommation a augmenté de 315 %, et de 116 % entre 1984 et 1994<sup>7</sup>. Un vaste programme de construction de centrales thermiques alimentées au gaz explique cette croissance. Entre 2000 et 2009, le plan prévoit la mise en route de 60 centrales<sup>8</sup>. Sans atteindre ces taux exceptionnels, la croissance de la consommation de gaz sur le reste du continent est soutenue. Elle a augmenté de 50 % entre 1984-1994, puis de 76 % entre 1994 et 2004.

**Figure n°2 : Amérique Latine : des matrices énergétiques différenciées**



### Une nouvelle géographie des réserves

Du nord au sud du continent, la demande en gaz est donc en constante augmentation. La croissance économique et démographique des pays sud-américains, comme l'épuisement des réserves en Amérique du nord ont eu le même effet : multiplier les explorations dans les régions susceptibles de contenir des gisements de gaz. Ce mouvement, initié dès la fin des années 1980, a été renforcé par la vague de politiques économiques libérales qui a touché les pays sud-américains avec le retour de la démocratie en 1985. Le secteur des hydrocarbures était jusque là contrôlé par des grandes entreprises étatiques. Avec la libéralisation, de nouveaux secteurs d'exploration sont ouverts en concession aux entreprises étrangères. Les pays potentiellement gaziers en accueillent le plus grand nombre, dans le cadre d'accord d'exploration conjoint. Leur capacité d'investissement étant supérieure à celle des entreprises nationales, les résultats, en termes de découvertes, ne tardent pas à se faire sentir. Ainsi, en deux décennies (de 1984-2004), les réserves *prouvées* de gaz (c'est-à-dire ayant fait l'objet de travaux d'exploration) augmentent de 124 % et passent de 114 TCF à 251 TCF<sup>9</sup> (tableau n°1).

<sup>6</sup> Cité par RITTNER, 2005

<sup>7</sup> Le Chili a connu le même type de croissance exponentielle de la consommation (+ 400 % entre 1994 et 2004 et +114 % entre 1984 et 2004)

<sup>8</sup> THÉRY *et alli*, 2003 (p. 74-75)

<sup>9</sup> Le TCF (trillion de pieds cubiques) est l'unité de mesure la plus souvent utilisée pour quantifier les réserves de gaz. Un TCF équivaut à 0,02832 TCM (trillion de mètres cubes). Le trillion est le terme utilisé pour 1000 milliards (10<sup>9</sup>).

**Tableau n°1 : Croissance des réserves prouvées de gaz par continent.**

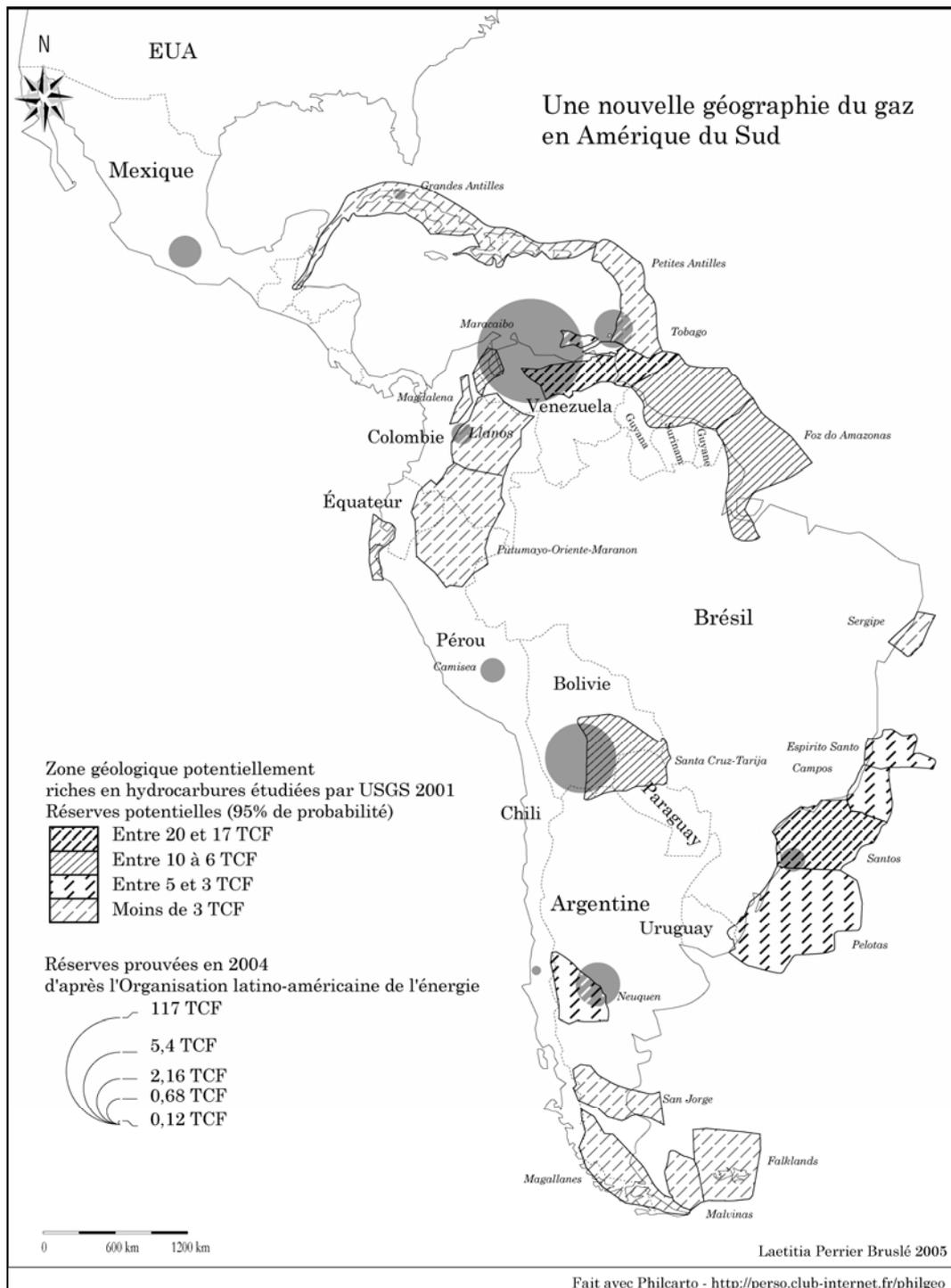
	Croissance 1984 - 2004	Réserves en TCF en 2004
Moyen-Orient	166%	2570
Afrique	126%	496
Amérique du Sud et centrale	124%	251
Asie-Pacifique	102%	501
Europe et Eurosie	52%	2259
Amérique du Nord	-30%	258

Cette forte croissance, si elle ne suffit pas à faire de l'Amérique latine un grand continent gazier, suscite toutefois bien des convoitises. Mais, tous les pays latino-américains ne sont pas égaux fassent à cette nouvelle énergie et aux perspectives qu'elle offre. Il y a d'abord des zones potentiellement plus riches que d'autres (figure n°3). Le service géologique des États-Unis (USGS) en 2000 avait fait paraître une carte des zones géologiques présentant le plus grand potentiel gazier<sup>10</sup>. Trois secteurs se distinguaient : au nord, les Caraïbes ; à l'est, le plateau continental atlantique ; et à l'ouest, les piémonts orientaux de la Cordillère andine. C'est sur ses terminaisons, au Nord et sud, qu'on trouve les plus anciennes zones d'exploitation : le bassin de Maracaïbo (Venezuela) et celui de Neuquen (Argentine) ont fait de leur pays les plus importants producteurs de gaz en 2004 (tableau n°2). Le Mexique détient le record de production pour l'Amérique latine, mais il ne devrait pas tarder à être déclassé. Ses réserves s'épuisent vite. En 2004, son ratio réserve sur production ne dépassait pas 7 années.

---

<sup>10</sup> Voir ROUX, 2006 (à paraître) et SCHENK, 2001

Figure n°3 : Une nouvelle géographie du gaz en Amérique du Sud.



L'Argentine avec un ratio de 18 ans ne faisait pas tellement mieux, tandis que Trinidad et Tobago n'était crédité par l'Olade (Organisation latino-américaine de l'énergie) que de 20 années de production au rythme actuel<sup>11</sup>. Le Chili, la Colombie et le Brésil se situaient aussi dans cette zone des 20 années de production. Seul au sein des grands pays producteurs de gaz, le Venezuela avec 123 années de production possède une « espérance de vie » notable<sup>12</sup>.

<sup>11</sup> *Ibid.*

<sup>12</sup> Mais la majeure partie de ces réserves (plus de 90 %) sont dites associées, c'est-à-dire mélangées avec du pétrole, donc exigeant un coûteux traitement de séparation.

**Tableau n°2 : Les plus gros producteurs de gaz en 2004.**

Rang	Pays	Production en milliards de m <sup>3</sup>	Ratio réserve sur production
1	Mexique	57,6	7
2	Argentine	42,4	18
3	Venezuela	33,7	123
4	Trinidad et Tobago	30	20
5	Brésil	14,7	17
6	Colombie	8	23
7	Bolivie	7,6	106
8	Chili	2,2	20
9	Pérou	1,8	134
10	Equateur	1,3	3
11	Cuba	5,8	121

Plus que sur les producteurs actuels, c'est donc sur de nouveaux pays que réside l'avenir énergétique du continent. En Amérique du Sud les réserves potentielles sont importantes. Trois découvertes ont alimenté dernièrement la chronique énergétique. En 1983, un important gisement a été découvert au Pérou, à Camisea, dans la zone géologique des piémonts andins. Il recèlerait près de 11 TCF de gaz. En Bolivie, les recherches initiées en 1996, ont permis de mettre à jour de grandes réserves au pied de la Cordillère, dans le sud du pays, à Tarija. Le pays disposerait de plus de 54 TCF de réserves de gaz. Enfin, la dernière grande découverte gazière a été effectuée dans la baie de Santos, à l'endroit précis où l'USGS suspectait en 2000 de grandes réserves. Les découvertes *off shore* ont révélé un double gisement de près de 15 TCF. Les réserves nationales brésiliennes de gaz ont donc considérablement augmentée, passant de 8 TCF en 2002 à près de 23 en 2005.

### **Inadéquation entre les demandeurs et les futurs producteurs**

De nouvelles réserves, d'autres qui s'épuisent, la géographie du gaz est en passe d'être modifiée. La nouvelle carte est marquée par l'inadéquation entre les plus forts consommateurs d'énergie et les pays disposant des plus grandes ressources gazières. De « petits pays » disposent de réserves énormes en regard de leur faible capacité de consommation (liée à une population peu nombreuse et au faible développement de leur appareil industriel). Le ratio réserve sur nombre d'habitants fait ainsi ressortir Trinidad et Tobago, avec 450 000 m<sup>3</sup> de réserve de gaz par habitants ; puis la Bolivie (214 000 m<sup>3</sup>/hab.) et le Venezuela (162 000 m<sup>3</sup>/hab.). Avec moins de 5 000 m<sup>3</sup> par habitants, le Mexique, le Brésil, le Chili et la Colombie sont des pays appelés à devenir de grands importateurs. Cette inégalité dans la répartition des ressources a tout naturellement conduit à la mise en place d'accords de coopération énergétique régionale. Pour les pays producteurs, deux schémas d'exportation sont envisageables. Soit ils s'engagent sur la voie d'une coopération régionale, soit ils privilégient une intégration Nord-Sud. La première option a été choisie depuis longtemps par l'Argentine. Le pays est un important exportateur de gaz en direction du Cône Sud (tableau n°3). Son principal partenaire est le Chili en vertu d'un protocole d'intégration gazier signé en 1995 entre les deux pays. En 2004, 254 millions de pieds cubiques ont été vendus par les Argentins au Chiliens. L'Argentine exporte aussi de faible quantité de gaz en direction du Brésil. Cependant, la crise énergétique qu'a traversée le pays en 2004 a fragilisé son statut

d'exportateur régional. Son ratio réserve sur production ne dépasse pas 20 années. Sa consommation énergétique est en forte croissance. Bientôt, l'Argentine deviendra elle-même un importateur de gaz. D'ailleurs, depuis 1970, elle reçoit une petite partie de son gaz des gisements boliviens. La Bolivie, comme le Pérou, pourrait prendre la relève. Leurs réserves sont énormes et leurs besoins sont jusqu'à présent limités. Depuis 2001, les exportations de gaz bolivien en direction du Brésil ont d'ailleurs commencé.

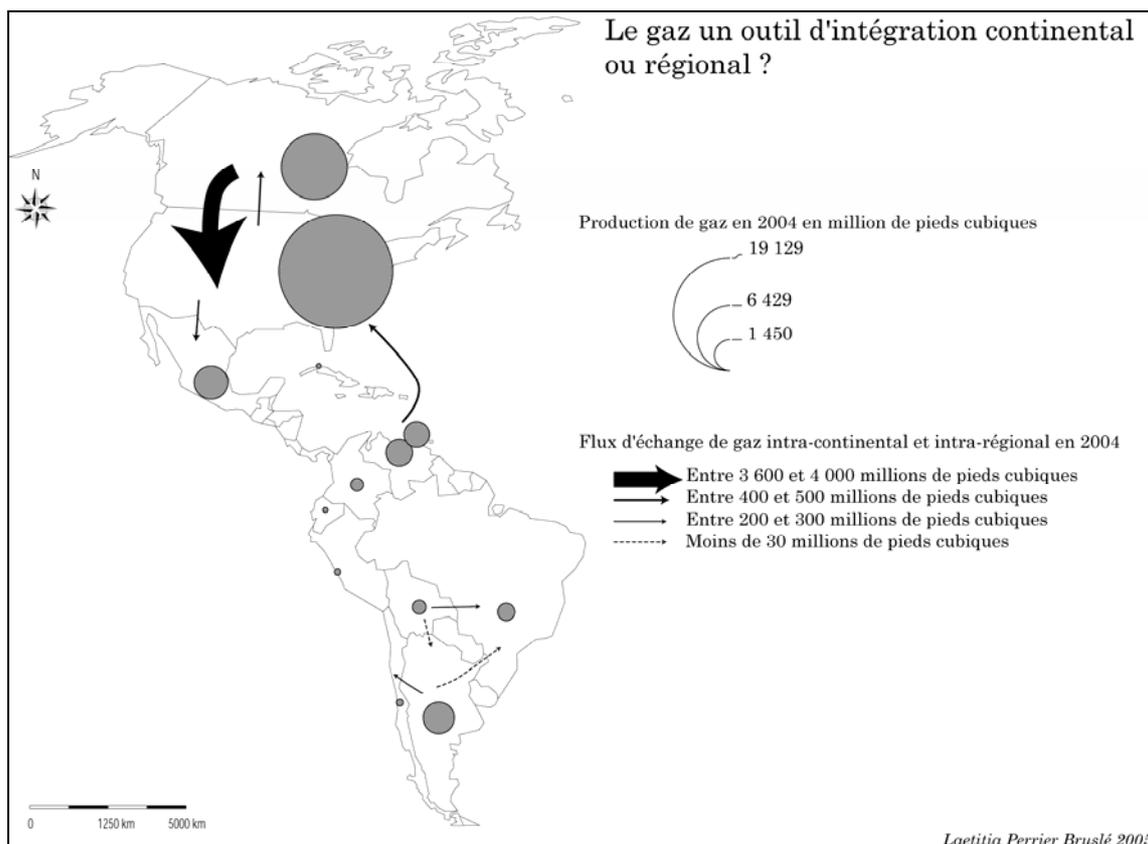
**Tableau n°3 : Flux de gaz naturel en million de pieds cubiques en 2004.**

Vers	Depuis				
	États-Unis	Canada	Argentine	Bolivie	Trinidad et Tobago
États-Unis	-	3602	-	-	463
Canada	307	-	-	-	-
Mexique	390	-	-	-	-
Brésil	-	-	18	251	-
Chili	-	-	254	-	-
Autres	-	-	4,2	28	-

Mais pour la Bolivie, comme pour les autres pays dotés de grandes réserves de gaz, l'intégration énergétique régionale n'est pas l'unique alternative. La balance des hydrocarbures de l'Amérique du Nord ne cesse de se dégrader. À terme, ces pays seront de grands importateurs de gaz. C'est du moins ce que laisse imaginer l'évolution contradictoire des réserves entre le nord et le sud du continent. L'effet de ciseau entre les deux courbes est si évident qu'une relation quasi-mécanique semble devoir lier les deux parties du continent. Ne nous fions pas trop à cette impression d'évidente solidarité (figure n°4). Pour les États du Sud, le choix d'exporter, ou pas, leurs réserves de gaz en Amérique du Nord soulève des questions d'ordre politique. Faut-il préserver les réserves de gaz pour l'avenir, lorsque la croissance de la population et le développement économique auront fait croître la consommation ? Ou faut-il faire le choix du court terme et utiliser les royalties du gaz pour se développer ? Du côté des Nord-américains la question de l'intégration énergétique continentale ne fait pas débat. La proximité géographique et le climat géopolitique relativement serein de la fin des années 1990 faisait même de l'Amérique du Sud l'alliée incontournable de la politique d'approvisionnement énergétique<sup>13</sup>. L'époque était à la définition d'une grande zone de libre échange de l'Alaska à la Terre de Feu. Le projet de zone de libre échange des Amériques (ALCA en espagnol, FTAA en anglais) voit le jour dans ces années-là. L'intégration énergétique entre le Sud et le Nord du continent s'inscrit dans cette dynamique. Les Sud-américains fourniront l'énergie nécessaire pour faire marcher l'appareil industriel nord-américain. Trinidad et Tobago (à la tête d'une réserve de gaz de 18,8 TCF) est le premier à faire le choix des États-Unis. Depuis 1998, le consortium Atlantic LNG (pour *liquid natural gas*) exporte le gaz par bateau sous forme liquide. En 2004, les exportations gazières de l'archipel ont atteint 462 millions de pieds cubiques, soit 10,64 % des importations états-uniennes. Deux autres candidats à la vente de gaz en direction de l'Amérique du Nord n'ont pas encore concrétisé leurs projets. Il s'agit de la Bolivie, puis du Pérou pressenti pour la remplacer. Les deux pays ont la capacité d'exporter du gaz liquide vers le Mexique. Seulement, ce projet ne peut être traité comme une simple question économique, car il engage le devenir du pays. La perspective de vendre une ressource naturelle non renouvelable dans un contexte de crise économique a fait descendre les Boliviens dans la rue. Ils ont ainsi montré que les voies de l'intégration gazières n'étaient pas des plus sereines.

<sup>13</sup> Rappelons nous que les trois pays d'Amérique du Nord présentent des ratios Réserve / production annuels très faibles, correspondant à 9,8 années de production au rythme actuel aux États-Unis, à 8,8 années pour le Canada et à 11,3 années pour le Mexique.

Figure n°4 : Le gaz un outil d'intégration continental ou régional ?



## LA BOLIVIE DANS LA COURSE À L'INTÉGRATION CONTINENTALE

L'intégration gazière ne pose pas que des problèmes techniques (réalisation de gazoducs et de terminaux portuaires) ou économiques (répartition de l'offre et de la demande). La situation bolivienne nous apprend, au contraire, que les enjeux idéologiques et politiques sont bien plus déterminants dans la réalisation de tels projets d'intégration. « La Bolivie plonge la tête la première dans une piscine en béton. », affirmait en 2005 une étude de la banque Merrill Lynch.<sup>14</sup> En une décennie, le gaz était passé du statut de miracle national à celui de problème national. Cette évolution pose la question du statut de l'intégration régionale ou continentale, auprès des opinions publiques sud-américaines.

### 1996-2001 Les années intégrationnistes

Tout commence en 1993. Le gouvernement de Gonzalo Sánchez de Lozada (1993-97) décide de procéder à une réforme profonde de l'économie nationale. L'inspiration est libérale. Il s'agit de privatiser les grandes entreprises d'Etat, d'ouvrir le pays aux capitaux étrangers et de donner plus de place à l'initiative privée. Dans le domaine des hydrocarbures, une nouvelle loi est votée en 1996. Les royalties sur les découvertes sont abaissées à 18 %, tandis que l'impôt sur les compagnies étrangères est fixé à 10 % des bénéfices. Cela rend la Bolivie fort attractive pour les grandes entreprises pétrolières. Elles peuvent venir prospecter en Bolivie dans le cadre de contrat de joint-venture avec l'entreprise nationale bolivienne YPFB (*Yacimientos petroliferos fiscales bolivianos*). En 2000, 18 compagnies étrangères possèdent des concessions en Bolivie. Cette année-là, plus de 50 % de l'investissement direct étranger se porte sur ce secteur. Les secteurs des mines (6 % de l'IDE) et de l'industrie agroalimentaire

<sup>14</sup> Cité dans un article du Monde, édition de 9/06/2005 - voir BEZAT, 2005.

(4,8 % de l'IDE) qui avaient jadis la préférence des investisseurs étrangers sont déclassés. En 2005, l'investissement étranger dans le secteur gazier dépasse 3 milliards d'euros. Cela n'a pas été en vain. Les réserves de gaz boliviennes ont augmenté de manière fulgurante. Entre 1997 et 2002 elles sont multipliées par 7,3.

Dès les premières découvertes, la question de l'utilisation du gaz est posée. Or, il se trouve que dans les années 1990, les géopoliticiens du ministère des affaires étrangères donnent une nouvelle jeunesse à un vieux paradigme qui définit la Bolivie comme une « zone de contacts ». En réalité, cette vocation naturelle à faire le lien entre ses différents voisins n'est rien d'autre qu'une réponse pragmatique à l'enclavement du pays et à son absence de façade pacifique. Mais peu importe ces fondements, ce paradigme trouvera sa première application dans la réalisation d'un réseau régional d'intégration gazière, dont la Bolivie sera le nœud central. C'est du moins ce que l'on espère à la Chancellerie. En 1996, le Brésil et la Bolivie procède à un rapprochement stratégique qui semble annoncer l'avènement de ce réseau. Deux contrats sont signés entre YPFB et Petrobras (l'entreprise brésilienne d'hydrocarbure). Le premier prévoit la construction d'un gazoduc sur le territoire bolivien par Petrobras et le second fixe les termes d'un accord sur la vente du gaz au Brésil : jusqu'en 2019, la compagnie brésilienne s'engage à acheter au minimum 18 millions de m<sup>3</sup>/jour de gaz. Ce volume d'achat représente au total 9 TCF (soit un cinquième des réserves prouvées et probables de la Bolivie). Les travaux du gazoduc « Bol-Bras » commencent immédiatement après la signature de ce contrat. Il faudra moins de trois ans pour qu'il soit terminé. D'une longueur de 575 kilomètres, il traverse l'est de la Bolivie jusqu'à la frontière avec le Brésil. De là, il se prolonge jusqu'à São Paulo et Puerto Alegre<sup>15</sup>. Lors de l'inauguration, le président de la République bolivienne affirme que « ce gazoduc est le plus important ouvrage jamais construit en Amérique Latine pour l'intégration énergétique<sup>16</sup>. Henrique Cardoso (président brésilien) rappelle, lui, que « les bénéfices d'un tel ouvrage dépassent largement le domaine économique (...) Le gazoduc s'inscrit dans une politique générale d'intégration physique et énergétique du continent »<sup>17</sup>.

### **Le projet continental met le feu aux poudres**

Le projet d'intégration régional est bien lancé et la Bolivie, pour la première fois de son histoire, peut y tenir une place de choix. Mais ces capacités d'exportation sont énormes et les perspectives offertes par le marché régional ne suffisent pas à calmer les ambitions boliviennes. L'Amérique du Nord manque de gaz. Un consortium (Pacific LNG<sup>18</sup>) se propose de l'acheminer jusqu'au Mexique, après l'avoir liquéfié dans une usine située dans un port de la côte chilienne. Ce projet est techniquement réalisable. Economiquement rentable. Le 4 décembre 2001 un accord de principe est signé entre un acheteur mexicain (Sempra Energy) et Pacific-LNG. Les parties s'engagent à livrer 22,6 millions de m<sup>3</sup>/jour de gaz d'ici 2006 au Mexique et aux États-Unis.

Alors que l'exportation du gaz en direction du Brésil avait été bien acceptée par l'opinion publique, ce projet transcontinental déchaîne les critiques. Dès qu'il est rendu public, une grande partie des Boliviens le rejettent. Il est inacceptable parce qu'il implique que le gaz bolivien passe par le Chili. Or, si tous les voisins de la Bolivie lui ont pris des territoires, le Chili, pour l'avoir privée de mer, est le plus impardonnable. La perte du Littoral date de la guerre du Pacifique (1878-1979). Son souvenir est entretenu en Bolivie chaque 23 mars, déclaré *Dia del mar* (jour de la mer). Cette perte territoriale est, dans la mémoire collective, la plus douloureuse de toutes celles qu'a connu le pays parce qu'elle a fait de la Bolivie un Etat enclavé. Or, l'enclavement, le plus grave des maux géographiques du pays,

<sup>15</sup> Le coût total de l'opération représente un investissement de 2 milliards de dollars pour une conduite de plus de 2000 kilomètres de long et de 32 pouces de diamètres (ce qui représente un débit maximum de 30 millions de m<sup>3</sup>/jour).

<sup>16</sup> Source : VICE MINISTERIO DE ENERGIA Y HIDROCARBUROS, 1999, p. 3

<sup>17</sup> Source : VICE MINISTERIO DE ENERGIA Y HIDROCARBUROS, 1999, p.3

<sup>18</sup> Pacific LNG est un consortium privé fondé par Repsol, British Gas et British Petroleum. Les trois compagnies sont co-exploitantes d'une concession en Bolivie (Caipipendi – 5 TCF de réserves prouvées).

sert de principe explicatif à son sous-développement. Comment, dans ces conditions, les hommes politiques boliviens ont-ils pu imaginer que ce projet d'exportation via l'ennemi héréditaire pourrait être accepté ? À cette première critique, les opposants au projet en ont bien vite ajouté d'autres. Le refus d'exporter le gaz en direction du Chili s'est transformé en refus plus catégorique de vendre le gaz. Les Boliviens dans leur majorité demandent l'annulation du projet et un moratoire sur les décisions concernant l'avenir du gaz. Certains d'entre eux vont même jusqu'à exiger une nationalisation immédiate des hydrocarbures. En octobre 2003, la pression populaire et la situation insurrectionnelle dans la capitale poussent le président bolivien à la démission. Son départ en hélicoptère rappelle les pires moments de l'histoire politique du pays. Son vice-président arrive au pouvoir et rétablit un semblant de paix civile contre la promesse d'organiser un référendum sur le destin du gaz. Voté en juillet 2004, la victoire du oui aux cinq questions posées à la population n'a pas vraiment clarifié la situation<sup>19</sup>. Et le climat social s'est une nouvelle fois progressivement dégradé. Grèves, routes bloquées, montée des mouvements autonomistes orientaux, le nouveau président confronté au chaos bolivien démissionne en juin 2005. De nouvelles élections devraient avoir lieu en décembre 2005. D'ici là, le pays est dans une impasse politique.

En réalité, l'affaire du gaz a réveillé de sombres souvenirs. Les Boliviens qui sont descendus dans la rue pour défendre « leur gaz » sont d'horizon très divers : mineurs, agriculteurs, indiens des Andes, cultivateurs de cocas, maîtres d'école ou membres de la classe moyenne urbaine. Leur seul point commun est d'avoir appris à l'école que toute intervention étrangère sur des ressources naturelles était dangereuse pour le pays. L'argent, l'étain, le guano ou le caoutchouc n'ont servi dans le passé qu'à enrichir les étrangers. Or, au moment où les Boliviens découvrent l'existence du gaz, ils prennent aussi conscience que la présence des grandes compagnies étrangères les menacent de dépossession. Repsol (compagnie espagnole), Petrobras (brésilienne), ExxonMobil (états-unienne), Total (française), Pluspetrol (argentine) et British Gaz contrôlent la majeure partie des gisements. Une ressource naturelle importante, une forte présence d'entreprises étrangères, cette équation est un signal d'alerte. Par peur que l'histoire se répète, les Boliviens descendent dans la rue. Seulement en refusant d'exporter leur gaz, ils condamnent aussi tous les projets d'intégration régionale.

### **Guerres du gaz boliviennes, déflagration régionale**

Les deux « guerres du gaz »<sup>20</sup> (octobre 2003, juin 2005) ont eu des répercussions importantes en dehors de la Bolivie. Les projets d'intégration énergétiques régionaux ont été remis en question. L'insurrection bolivienne a révélé la profondeur du nationalisme économique, en Bolivie comme ailleurs. Le gaz est devenu un des tous premiers problèmes régionaux. Le premier pays victime de ces événements a été la Bolivie elle-même. En mai 2005, en réponse à la pression populaire, une nouvelle loi des hydrocarbures est votée par le Congrès. Les taxes sur les activités gazières passent de 18 % à 50 %<sup>21</sup>. D'Eldorado énergétique, la Bolivie devient le cauchemar des grandes entreprises pétrolières. Repsol, British Gas et Total (qui détiennent à eux trois 63 % des réserves prouvées de gaz) menacent de faire un procès au pays pour rupture de contrat. Petrobras (qui exploite un tiers des réserves du pays) annonce dans la foulée que ces futurs investissements en Bolivie vont être gelés. Ces précautions sont compréhensibles. Malgré le vote d'une nouvelle loi, la situation reste confuse. Les organisations syndicales indigènes et paysannes boliviennes la rejettent et demandent la nationalisation du gaz et l'expulsion des compagnies étrangères<sup>22</sup>. Peut-être

<sup>19</sup> Le référendum se décomposait en cinq questions trop compliquées pour la majorité de la population bolivienne. Les opposants auraient au contraire souhaité une seule question claire qui aurait porté sur la nationalisation des hydrocarbures.

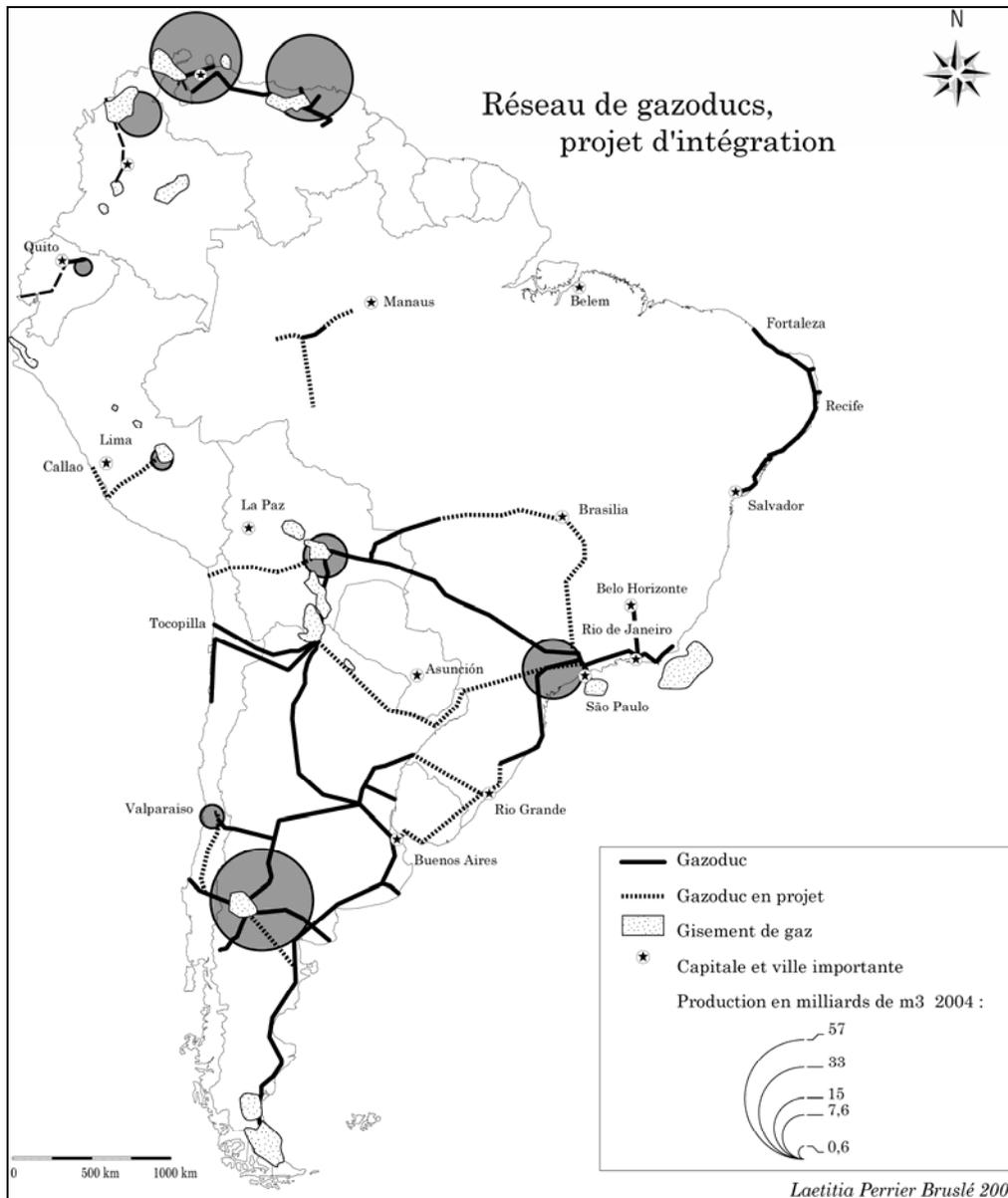
<sup>20</sup> Cette expression de « guerre du gaz » est fréquemment utilisée par les médias boliviens.

<sup>21</sup> La loi maintient les 18 % de royalties sur le gaz payées par les compagnies étrangères, mais élève la taxe non déductible sur leur activité de 10 à 32 %, ce qui représente au total une imposition de l'ordre de 50 %.

<sup>22</sup> GUALDONI, 2005, in El País, édition du 20 juin 2005, *Los bolivianos luchan por su petróleo*

réussiront-elles à faire entendre leurs voix lors des élections générales prévues en décembre 2005 ?

**Figure n°5 : Réseau de gazoduc et projet d'intégration**



Ce climat d'insécurité n'a pas fait que refroidir les grandes compagnies étrangères. Tous les projets d'intégrations énergétiques qui impliquaient la Bolivie ont été suspendus. Petrobras avait construit deux gazoducs en Bolivie (l'un en direction du Brésil et l'autre en direction de l'Argentine) (figure n°5). La compagnie souhaitait renforcer ses activités dans le pays en construisant un pôle gaz-chimie à la frontière Bolivie-Brésil, ainsi qu'un gazoduc de l'Argentine au sud du Brésil (gazoduc de l'intégration).

Mais « l'enthousiasme initial s'est transformé en scepticisme total quant aux bénéfices possibles d'une intégration énergétique »<sup>23</sup>, affirme un analyste brésilien. Au Brésil, ils sont nombreux à partager son scepticisme. Toute une partie de la classe politique et des médias ont appelé à l'abandon définitif de toute politique énergétique régionale. La ministre de l'énergie

<sup>23</sup> DE OLIVEIRA, 2005, in O Estado de São Paulo, édition du 6 juillet 2005, *Energia - autarquia ou integração?* DE OLIVEIRA, 2005

elle-même, Dilma Rousseff, a affirmé, en juin 2005 que le gouvernement « fera un grand effort pour *internaliser* la production de gaz»<sup>24</sup>. Sans doute les découvertes dans la baie de Santos ont rassuré les Brésiliens quant à leur avenir énergétique, tandis que les premières exportations boliviennes ne les avaient pas complètement satisfaits<sup>25</sup>. Mais, le président de Petrobras a rappelé que l'indépendance énergétique n'était pas un objectif réalisable et qu'il n'était pas dans l'intérêt du pays de rompre toutes les relations énergétiques avec la Bolivie<sup>26</sup>. Du côté argentin, la crise bolivienne a eu des retentissements similaires à ceux observés au Brésil. La pénurie qu'a traversée le pays en 2004 les a même aggravés, rendant les Argentins fort sceptiques quant aux possibles bienfaits d'une intégration énergétique. Les exportations de gaz argentin en direction du Chili ont été revues à la baisse (malgré le protocole d'intégration gazier qui lie les deux pays). Pour les Argentins, soumis à des restrictions, ces exportations étaient devenues intolérables. La solution du problème résidait dans une augmentation des volumes importés depuis la Bolivie<sup>27</sup>. En avril 2004, le président bolivien signe un contrat avec son homologue argentin. La Bolivie s'y engage à livrer 4,5 millions de m<sup>3</sup> de gaz par jour. Cet accord est violemment dénoncé par les organisations syndicales et les partis politiques boliviens qui craignent que ce surplus ne soit utilisé par l'Argentine pour assurer ses exportations au Chili. Dans le même temps, l'Argentine a relancé son projet de gazoduc entre la Patagonie et le nord du pays dans une tentative désespérée pour garantir son indépendance énergétique.

Partout les programmes d'intégration énergétiques ont réveillé les égoïsmes nationaux et le nationalisme pétrolier. La rivalité entre le Chili et la Bolivie n'est pas seule en cause. Les réticences face au développement d'une stratégie énergétique sud-américaine sont puissantes. Elles sont souvent formulées par des acteurs censés la soutenir au nom de la lutte contre l'impérialisme nord-américain. En effet, la création d'un « Petrosur »<sup>28</sup> (capable de coordonner les politiques énergétiques des différents pays d'Amérique du Sud) est la seule alternative crédible aux exportations en direction de l'Amérique du Nord. En son absence, les futurs grands pays producteurs (Pérou, Bolivie, Venezuela) seront tentés de choisir la voie de la facilité, qui n'est pas celle de l'intégration régionale. Le Mexique et les États-Unis vont être, dans un futur proche, deux grands importateurs. Ils seront capables de faire pression sur le marché. Mais, cette intégration énergétique Nord-Sud s'accorderait mal avec la montée du boliviarisme (entendue comme l'alliance des pays sud-américains) et la condamnation de l'interventionnisme nord-américain dont témoigne l'échec de la zone de libre échange des Amériques. L'évolution future de la situation gazière nous apprendra donc si l'intégration régionale (Sud-Sud) pourra prendre le pas sur l'intégration continentale (Sud-Nord), longtemps prédominante.

En juin 2005, les membres du MERCOSUR tentent de relancer la dynamique régionale. Ils proposent un plan d'intégration énergétique qui associerait les pays andins et le Cône sud. Un gazoduc partirait du gisement de Camisea (au Pérou) en direction du port chilien de Tocopilla, puis vers les marchés brésiliens, argentins et uruguayens. D'abord conçu pour éviter la Bolivie, ce plan énergétique a finalement démontré qu'elle était devenue incontournable. Le Pérou refuse de participer au Gazoduc sud-américain si la Bolivie n'y prend pas part. Le 25 juillet, le ministre bolivien des Affaires étrangères annonce officiellement que son pays accepte d'y participer. Les différents pays partenaires ont été sans doute rassurés par cette décision, car le Pérou était loin de pouvoir assurer l'approvisionnement énergétique pour tout le Cône Sud – surtout depuis qu'il s'appête à

<sup>24</sup> Voir : Valor São Paulo, édition du 19 juin 2005. *Governo brasileiro recebe mal a nova legislação*. RITTNER, 2005

<sup>25</sup> Le désintérêt brésilien est lié au coût trop élevé du gaz bolivien (payé en dollar, son prix a été négocié avant la dévaluation du real de janvier 1999). Il est en moyenne 30% plus cher que le gaz argentin ou brésilien. En 2004 la Bolivie signe un contrat de vente de gaz avec l'Argentine. Le prix du gaz est fixé à 0,98 dollar par million de BTU (unité thermique britannique) contre 1,6 dollar par million de BTU pour le gaz vendu au Brésil. Source : Los Tiempos, 2004 (édition du 23 avril 2004).

<sup>26</sup> Jose Sergio Gabrielli, directeur financier de Petrobras a ajouté les découvertes de gaz dans la baie de Santos ne remplaceront pas les importations boliviennes. Voir KHALIP, 2005

<sup>27</sup> Un accord de coopération énergétique existe entre la Bolivie et l'Argentine depuis 1970.

<sup>28</sup> L'expression est de Hugo Chavez, le président du Venezuela.

signer un contrat avec le Mexique. Ainsi, la Bolivie qu'on avait souhaité écarter, se révèle être, en raison de ses grandes réserves de gaz, incontournable. Pour la première fois de son histoire, sa vocation continentale semble en passe d'être reconnue par ses voisins...au moment même où elle est contestée de l'intérieur par les tenants d'un développement auto-centré. Ce mouvement de balancier est riche d'enseignements sur les effets contradictoires d'une intégration qui est d'autant plus menaçante qu'elle révèle la nécessaire solidarité des économies nationales.

## Bibliographie

- Los Tiempos, 2004. Precio del gas a Argentina abre posible rebaja a Brasil. Sucre, 23/04/2004
- Gazeta Mercantil, 2005. Gás Natural pode acelerar a integração do Cone Sul. São Paulo, 22/06/2005
- BEZAT, JEAN-MICHEL. Le Monde, 2005. La carte énergétique en Amérique du Sud est en plein bouleversement. 09/06/2005
- CEPAL. 2003. Sostenibilidad energética en América Latina y el Caribe : el aporte de las fuentes renovables. Rapport commandé par Proyecto CEPAL/GTZ "Promoción del Desarrollo Económico en América Latina y el Caribe, por medio de la Integración de Propuestas de Políticas Ambientales y Sociales". 80 p. Disponible sur <http://www.eclac.cl/publicaciones/RecursosNaturales/6/LCL1966PE/Lcl.1966e.pdf>
- DE OLIVEIRA, ADILSON. O Estado S. Paulo, 2005. Energia autarquia ou integração? , Sao Paulo, 06/05/2005
- GROUP MEDIA & PUBLISHING. 2004. Statistical Review of World Energy. Rapport commandé par British Petroleum. June 2004. London, Disponible sur <http://www.bp.com/genericsection.do?categoryId=92&contentId=7005893>
- GUALDONI, FERNANDO. El País, 2005. Los bolivianos luchan por su petróleo. Madrid, 20/06/2005
- KHALIP, ANDREI. Reuters, 2005. Petrobras says Bolivia taxes could hurt investment. Rio de Janeiro, 17/05/2005
- NATURAL GAS REGULATION. 2004. Year in Review Summary (2004). Focus Report, Rapport commandé par Office of Fossil Energy, Department of Energy,. Avril 2005. Washington, Disponible sur <http://www.fe.doe.gov/programs/gasregulation/analyses/Focus/4th04foc.pdf>
- RITTNER, DANIEL. Valor, 2005. Governo brasileiro recebe mal a nova legislação. São Paulo, 19/05/2005
- ROUX, JEAN-CLAUDE. 2006. In Territoire et mondialisation dans les pays du Sud. Edité par Mesclier, E., et Lombard, J. Paris: IRD **La main mise du monde sur le gaz bolivien (à paraître)**
- SCHENK, CHRISTOPHER J. 2001. Evaluación de los recursos potenciales del petróleo y gas, en Centro y Suramérica. Deuxième éd. Denver, Co. USGS. 2 p. (Fact sheet (Geological Survey (U.S.)) ; FS-01-038). Disponible en ligne <http://pubs.usgs.gov/fs/fs-0038-01/>
- SIEE (SISTEMA DE INFORMACIÓN ECONÓMICA-ENERGÉTICA). 2004. Energía en cifras. Rapport commandé par OLADE. Quito, 12 p. Disponible sur <http://www.olade.org.ec/documentos/Plegable%20Siee2004.pdf>
- THERY, HERVE, et APARECIDA DE MELLO, NELI. 2003. Atlas du Brésil. Montpellier. CNRS, GDR Libergéo, La Documentation française. 302 p.
- VICE MINISTERIO DE ENERGIA Y HIDROCARBUROS. 1999. Energy in Bolivia. La Paz. UPI. 12 p. (Bulletin d'information quadri-annuel du Vice ministère de l'énergie et des hydrocarbures.).